

PREFECTURE DES YVELINES

ARRETE N°

**SERVICE DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU LOGEMENT**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
AL/MC/335**

*LE PREFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'Honneur*

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifiée ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifiée constituant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 1978 réglementant les installations de la société VIA FRANCE située en zone industrielle de LIMAY-PORCHEVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1980 donnant acte à la société les Liants Routiers de la Vallée de la Seine du changement de raison sociale ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.89 du 21 mai 1996 autorisant la Société Liants Routiers de la Vallée de la Seine dont le siège social est situé 7, rue de Rouen - ZI de Limay-Porcheville - 78440 GARGENVILLE, d'exploiter ZI de Limay-Porcheville un dépôt de matières bitumineuses fluides et régularisant ses installations ;

VU la lettre du 23 mai 1997 par laquelle la Société Liants Routiers de la Vallée de la Seine nous fait part :

- de l'élimination du transformateur électrique contenant des PCB, conformément à l'arrêté préfectoral n° 96.89 susvisé, les bordereaux d'élimination en centre de traitement autorisé étant joints au courrier de l'exploitant ;

- de la qualité totale de goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (680 tonnes) présente dans l'installation ;

- et, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, par décret n° 96.197 du 11 mars 1996, de la fabrication journalière de 100 tonnes par jour à base de détergents ou savons relevant de la rubrique n° 2630.

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 13 juin 1997 ;

CONSIDERANT que toutes les dispositions nécessaires ont été prises afin qu'aucun des dangers ou inconvénients visés par l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 ne subsiste, suite à la cessation des activités concernées ;

CONSIDERANT qu'il convient de donner acte à la Société Liants Routiers de la Vallée de la Seine, ZI de Limay-Porcheville - 78440 GARGENVILLE, de ses déclarations et de récapituler le classement de cette société au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifiée sur les installations classées ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture :

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Il est donné acte à la Société Liants Routiers de la Vallée de la Seine (LRVS) dont le siège social est 7, rue de Rouen - ZI de Limay-Porcheville 78440 GARGENVILLE dont les installations sont situées à la même adresse, de ses déclarations susvisées.

ARTICLE 2 :

En application du décret du 20 mai 1953 modifié, constituant la nomenclature des installations classées, le classement de ladite société s'établit ainsi à la date du présent arrêté :

Activités soumises à autorisation :

- dépôt de matières bitumineuses, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 5000 t, dont : bitume, bitume fluxé, émulsion de bitume.
(Autorisé : 300 t - Régularisation : 220 t - Extension : 160 t - 50 + 80 + 35 - 2 x 40 t - 65 + 3 x (2x35) t + 2 x 80 t) - n° 1520.1°
- mélange en ligne de matières bitumineuses, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 20 t (680 t - voir détail ci-dessus-) - n° 1521.2°
- fabrication industrielle à base de détergents et savons, la capacité de production étant supérieure ou égale à 5 t/j (100 t/j) - n° 2630

Activités soumises à déclaration :

- procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant inférieure au point éclair du fluide et la quantité présente dans l'installation étant supérieure à 250 l (1000 l) - n° 2915.2°

.../...

- dépôt de liquides inflammables et peu inflammables ; la capacité équivalente totale étant supérieure à 10 m³ mais inférieure à 100 m³ (Céqt = 32 m³) (huile minérale 4 x 40 m³)
n° 253 + 1430 C

Activités ne dépassant pas le seuil de classement :

- installations de combustion, le produit consommé étant exclusivement du gaz naturel, la puissance thermique de l'installation étant inférieure à 2 MW (1,6 MW) - **n° 2910.A**

ARTICLE 3 :

Les conditions d'exploitation prévues par l'arrêté préfectoral du 21 mai 1996 et non contraires au présent arrêté demeurent valables en ce qui concerne l'ensemble des activités exploitées sur le site.

ARTICLE 4 :

Des arrêtés complémentaires pourront être pris pour fixer les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 5:

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable dans l'exploitation, doit être portée à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 6 : Si l'exploitant est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'intéressé devra faire une nouvelle déclaration.

ARTICLE 7 :

Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant, ou son représentant, est tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession en indiquant ses nom, prénoms et domicile ; s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

ARTICLE 8:

La cessation d'exploitation de l'établissement ou de certaines installations doit être signalée au moins un mois avant celle-ci. L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 10 juillet 1976 susvisée. La notification de cessation d'activité doit indiquer les mesures de remise en état du site prises ou envisagées.

.../...

4

ARTICLE 9 :

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et de nature à porter atteinte aux intérêts du voisinage ou à l'environnement.

ARTICLE 10 :

Délai et voie de recours : (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée sur les installations classées pour la protection de l'environnement).

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie, M. le Maire de Gargenville, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Yvelines, MM. les Inspecteurs des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A VERSAILLES, le 17 JUIL. 1997

LE PREFET DES YVELINES,



POUR AMPLIATION
LE PREFET DES YVELINES
et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau


Régine LARRIEU

Pour LE PRÉFET des YVELINES
et par délégation,
Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Signé : Christian DORS